

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 390 DU 7 MARS 2025

**PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DONT BÉNÉFICIE LA SOCIÉTÉ
SEPALUMIC INDUSTRIES POUR EXPLOITER UNE INSTALLATION DE FABRICATION DE PROFILÉS
ALUMINIUM.**

-

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR**

- Vu** le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc, sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu** l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (stockage de polymères matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 976 du 7 juillet 2021 portant autorisation environnementale relatif à l'exploitation de fabrication de profilés aluminium sur le territoire de la commune de Genlis ;
- Vu** la déclaration du 15 février 2022 de la société SEPALUMIC INDUSTRIES en vue de modifier son installation de fabrication de profilés aluminium sur le territoire de la commune de Genlis ;
- Vu** les compléments du 21 mars 2023 et du 8 septembre 2023 transmis par l'exploitant ;
- Vu** le rapport du 5 décembre 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 21 décembre 2023 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;
- Vu** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par lettre du 3 janvier 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2560-1 et 2940-3-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de la déclaration avec contrôle ou de la déclaration au titre des rubriques 2561, 2662-2, 2910-A2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé,

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société SEPALUMIC INDUSTRIES portent sur :

- la mise en place d'une installation de nitruration ;
- l'évolution du procédé de nettoyage des filières ;
- l'ajout d'un deuxième point de rejet des eaux pluviales ;
- l'ajout d'un groupe froid ;
- des modifications concernant l'arrêté préfectoral.

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société SEPALUMIC INDUSTRIES ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de préciser :

- la nouvelle situation administrative de l'établissement ;
- la liste des conduits et installations raccordées ;
- les conditions générales de rejet ;
- les valeurs limites des rejets atmosphériques notamment pour le nouveau point de rejet ;
- la localisation des points de rejet aqueux ;
- les valeurs limites d'émission des eaux en milieu naturel notamment pour le nouveau point de rejet ;
- les mesures d'auto-surveillance ;
- le plan des murs devant présenter une résistance au feu minimale REI120 ;
- le montant des garanties financières ;

CONSIDÉRANT que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les nouvelles caractéristiques techniques de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Identification

La société SEPALUMIC INDUSTRIES SASU (39132181700036) dont le siège social est situé à GENLIS, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de GENLIS (21110), 250 route de Beire-le-Fort, des installations de fabrication de profilés aluminium, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – Liste des installations modifiées

Le chapitre II.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé est remplacé par le suivant :

«

N°	Désignation de la rubrique	Nature de installation		Régime	Capacité maximale
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	-2 lignes de traitement de surface des produits de 20 m³ chacune - 1 ligne de traitement de surface des accessoires de 9 m³ - 3 bassins de traitement à la soude de 1,5 m³ chacun.		A	53,5 m³
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW	- Atelier d'ajustage de filières d'extrusion : 40 kW - Deux lignes d'extrusion d'aluminium : 1 900 kW.		E	1 940 kW
2940-3-a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 200 kg/ j	Deux lignes de laquage d'une capacité de 1 500 kg/j.		E	3 000 k/j
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages	Four de recuit en fin de ligne d'extrusion d'aluminium. Four de nitruration.		DC	
2662-2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	200 m³		D	200 m³
2910-A2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en	Équipement		DC	8 693 kW
		Puissance			
		Usine 1			
		9 aérothermes 55 kW	495 kW		
		4 aérothermes 75 kW	300 kW		

	<p>mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<table><tr><td>4 aérothermes pour le magasin poudres (75 kW)</td><td>300 kW</td></tr><tr><td>Chaudière tunnel Riello RTQ 896 35</td><td>896 kW</td></tr><tr><td>1 Brûleur Cuenod C100 GX507 « chaudière tunnel »</td><td>100 kW</td></tr><tr><td>1 Brûleur Cuenod NC46 GXE 507 "four polymérisation"</td><td>46 kW</td></tr><tr><td>1 Brûleur Cuenod NC46 GXE 507 "four séchage"</td><td>46 kW</td></tr><tr><td>1 Brûleur NC29 GXE 207 P300 T1 « sublimation »</td><td>30 kW</td></tr><tr><td>Four infrarouge pour la pré polymérisation</td><td>41 kW</td></tr><tr><td>Chaudière ligne accessoires 75 kW</td><td>75 kW</td></tr><tr><td>Brûleur séchage ligne accessoires</td><td>190 kW</td></tr><tr><td>Four de polymérisation ligne accessoires</td><td>300 kW</td></tr><tr><td>TOTAL Usine 1</td><td>2819 kW</td></tr><tr><td>Usine 2</td><td></td></tr><tr><td>Chauffage des filières 2 x 210 kW</td><td>420 kW</td></tr><tr><td>Chauffage et préchauffage des deux lignes d'extrusion : 2x 950 kW</td><td>1900 kW</td></tr><tr><td>Fours de recuit en sortie des lignes d'extrusion : 2 x 995 kW</td><td>1990 kW</td></tr><tr><td>Chauffage des bains de la ligne de traitement de surface</td><td>407 kW</td></tr><tr><td>Four de polymérisation</td><td>581 kW</td></tr><tr><td>Étuve de séchage des profilés</td><td>256 kW</td></tr><tr><td>Aérothermes 4 x 75 kW</td><td>300 kW</td></tr><tr><td>Four de nitruration</td><td>20 kW</td></tr><tr><td>TOTAL Usine 2</td><td>5874</td></tr></table>	4 aérothermes pour le magasin poudres (75 kW)	300 kW	Chaudière tunnel Riello RTQ 896 35	896 kW	1 Brûleur Cuenod C100 GX507 « chaudière tunnel »	100 kW	1 Brûleur Cuenod NC46 GXE 507 "four polymérisation"	46 kW	1 Brûleur Cuenod NC46 GXE 507 "four séchage"	46 kW	1 Brûleur NC29 GXE 207 P300 T1 « sublimation »	30 kW	Four infrarouge pour la pré polymérisation	41 kW	Chaudière ligne accessoires 75 kW	75 kW	Brûleur séchage ligne accessoires	190 kW	Four de polymérisation ligne accessoires	300 kW	TOTAL Usine 1	2819 kW	Usine 2		Chauffage des filières 2 x 210 kW	420 kW	Chauffage et préchauffage des deux lignes d'extrusion : 2x 950 kW	1900 kW	Fours de recuit en sortie des lignes d'extrusion : 2 x 995 kW	1990 kW	Chauffage des bains de la ligne de traitement de surface	407 kW	Four de polymérisation	581 kW	Étuve de séchage des profilés	256 kW	Aérothermes 4 x 75 kW	300 kW	Four de nitruration	20 kW	TOTAL Usine 2	5874		
4 aérothermes pour le magasin poudres (75 kW)	300 kW																																													
Chaudière tunnel Riello RTQ 896 35	896 kW																																													
1 Brûleur Cuenod C100 GX507 « chaudière tunnel »	100 kW																																													
1 Brûleur Cuenod NC46 GXE 507 "four polymérisation"	46 kW																																													
1 Brûleur Cuenod NC46 GXE 507 "four séchage"	46 kW																																													
1 Brûleur NC29 GXE 207 P300 T1 « sublimation »	30 kW																																													
Four infrarouge pour la pré polymérisation	41 kW																																													
Chaudière ligne accessoires 75 kW	75 kW																																													
Brûleur séchage ligne accessoires	190 kW																																													
Four de polymérisation ligne accessoires	300 kW																																													
TOTAL Usine 1	2819 kW																																													
Usine 2																																														
Chauffage des filières 2 x 210 kW	420 kW																																													
Chauffage et préchauffage des deux lignes d'extrusion : 2x 950 kW	1900 kW																																													
Fours de recuit en sortie des lignes d'extrusion : 2 x 995 kW	1990 kW																																													
Chauffage des bains de la ligne de traitement de surface	407 kW																																													
Four de polymérisation	581 kW																																													
Étuve de séchage des profilés	256 kW																																													
Aérothermes 4 x 75 kW	300 kW																																													
Four de nitruration	20 kW																																													
TOTAL Usine 2	5874																																													
4735-2b	<p>Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 t</p>	<p>6 bouteilles de 44 kg d'ammoniac.</p>	DC	264 kg																																										

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, DC : déclaration avec contrôle, NC : non classé

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3260 relative au traitement de surface et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STM. »

ARTICLE 3 – Modification du montant des garanties financières

L'article II.3.2 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé est remplacé par le suivant :

« Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 62 340 € TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 109,8 (connu au 1er juillet 2020) et un taux de TVA de 20 %.

La quantité maximale de soude présente sur le site est :

- 68,6 tonnes de soude

Les quantités maximales autorisées de déchets présentes sur le site sont :

- 12,8 tonnes de déchets dangereux
- 20 big bags de déchets de peinture en poudre
- 40 tonnes de déchets non dangereux. »

ARTICLE 4 – Modification des conduits et installations raccordées

L'article IV.2.2 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé est remplacé par le suivant :

«

N° de conduit	Installations raccordées	Rubrique ICPE
1	Usine1 - Atelier Thermolaquage : brûleurs four de cuisson peinture poudre	2910
2	Usine 1 - Atelier thermolaquage : extraction étuve de séchage	2940
3	Usine 1 - Atelier thermolaquage : brûleur séchage	2910
4	Usine 1 - Atelier thermolaquage : extraction étuve de séchage	2940
5	Usine 1 - Cheminée chaudière laquage chaîne verticale	2910
6	Usine 1 - Atelier accessoires - tunnel de prétraitement extraction dégraissage	3260
7	Usine 1 - Atelier accessoires - four de cuisson : brûleur du four	2910
8	Usine 1 - Atelier accessoires - four de cuisson : extraction du four	2940
9	Usine 1 - Atelier thermolaquage : extraction four de polymérisation	2940
10	Usine 1 - Atelier traitement de surface : extraction tunnel	3260
11	Usine 1 - Atelier traitement de surface : brûleur de la chaudière du tunnel	2910
12	Usine 1 - Atelier sublimation : extraction four	2940
13	Usine 1 - Atelier sublimation : extraction four	2940
14	Usine 1 - Atelier thermolaquage : décapeur thermique crochet	
15.1	Usine 2 - Atelier extrusion - Four de chauffage à billettes	2910
15.2	Usine 2 - Atelier extrusion - Brûleur du four de recuit des profilés en sortie d'extrusion	2910
15.3	Usine 2 – Atelier extrusion - Four de nitruration.	2910
15.4	Usine 2 – Atelier extrusion - Installation de lavage des gaz de système de nettoyage de filières à la soude	3260
15.5	Usine 2 – Atelier extrusion - Filtre d'aspiration de machine de nettoyage de billettes (air)	3260

L'exploitant met en œuvre un plan d'actions permettant le regroupement des conduits n°2, 3 et 4 dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté (arrêté préfectoral du 7 juillet 2021). »

ARTICLE 5 – Modification des conditions générales de rejet

L'article IV.2.3 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé est remplacé par le suivant :

«

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	17	0,65	9560	8
Conduit N°2	17	0,35	1750	5
Conduit N°3	17	0,35	1750	5
Conduit N°4	17	0,35	1750	5
Conduit N°5	17	0,4	2270	5
Conduit N°6	17	0,25	2000	11
Conduit N°7	17	0,25	1000	5
Conduit N°8	17	0,25	1000	5
Conduit N°9	17	0,7	11100	8
Conduit N°10	17	0,35	1750	5
Conduit N°11	17	0,4	2270	5
Conduit N°12	17	0,25	900	5
Conduit N°13	17	0,25	900	5
Conduit N°14	17	0,2	600	5
Conduit N°15.1	13	0,3	1272	5
Conduit N°15.2	13	0,8	14480	8
Conduit N°15.3	13	0,35	1750	5
Conduit N°15.4	9	0,32	1400	5
Conduit N°15.5	7	0,55	4200	5

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 5»

L'annexe 2 du présent arrêté est ajouté en annexe 5 de l' arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé.»

ARTICLE 6 – Modification des valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques et valeurs limites des flux de polluants rejetés

L'article IV.2.4 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé est remplacé par le suivant :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Code CAS	Conduits n°6 et 10	Conduit n°15.3	Flux total en g/h (Somme des conduits, cf. article IV.2.2)
		Concentration mg/Nm ³	Concentration mg/Nm ³	
Acidité totale exprimée en H		0,5	-	14,75
HF, exprimé en F	7664-39-3	2	-	2,61
Alcalins, exprimés en OH		10	-	295
Nox, exprimés en NO ₂	10102-44-0	200	200	1052,4
SO ₂	744-09-05	100	35	221,1
NH ₃		30	50	892,5

L'exploitant fera réaliser une analyse des rejets atmosphériques dans les 6 mois suivant le démarrage de l'installation de nitruration. »

ARTICLE 7 – Modification de la localisation des points de rejets

L'article V.3.5 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé est remplacé par le suivant :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	1	2	3	4
	Coordonnées en Lambert 93	X : 869358 Y : 6683539	X : 869634 Y : 6683359	X : 869609 Y : 6683388	X : 869564 Y : 6683438
Nature des effluents		Eaux domestiques	Eaux pluviales	Eaux industrielles	Eaux pluviales
Réseau de collecte et traitement si existant		sans objet	Passage dans un débourbeur - déshuileur	Passage par une station d'épuration industrielle	Passage dans un débourbeur - déshuileur
Type de rejet en sortie du site		Rejet canalisé vers la station d'épuration communale	Rejet canalisé directement dans le cours d'eau	Rejet canalisé directement dans le cours d'eau	Rejet canalisé directement dans le cours d'eau
	Code station	060921292001	/	/	/
	Nom station	GENLIS	/	/	/
	Commune station	GENLIS	/	/	/
	Code masse d'eau	FRDR650b	FRDR651	FRDR651	FRDR651
	Nom masse d'eau	La Norges	La Tille	La Tille	La Tille
	Coordonnées en Lambert 93 au point de contact avec le cours d'eau	X : 869251 Y : 6682456	X : 869825 Y : 6683174	X : 869825 Y : 6683174	X : 869825 Y : 6683174
	QMNA5 (en L/s)	190	170	170	170

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 4.»

L'annexe 1 du présent arrêté est ajouté en annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé.

ARTICLE 8 – Modification des valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'article V.4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé est remplacé par le suivant :

« L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence des rejets vers le milieu récepteur : N°2 et N°4 (Cf. repérage du rejet sous l’article V.3.5.)

Paramètre	Code Sandre	Concentrations instantanées (mg/l)
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	75
Matières en suspension (MES)	1305	40
Hydrocarbures totaux (HCT)	7008	5

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de : 60 377m² ».

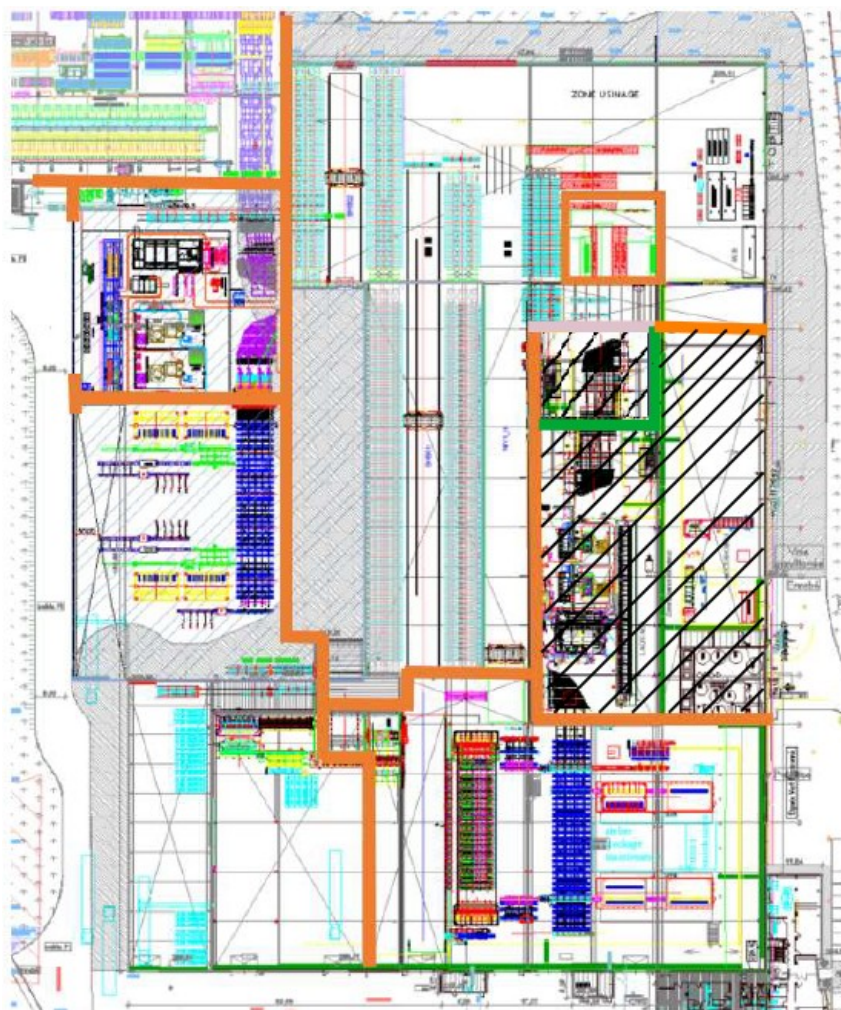
ARTICLE 9 – Modification de l’annexe 3 – plan des murs et plancher coupe feu.

L’annexe 3 de l’arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé est remplacée par la suivante :

« Annexe 3 : Plan des murs coupe-feu

Les murs représentés en orange sont REI 120 sur toute la hauteur du bâtiment (rez-de-chaussée et 1er étage) alors que :

- le mur rose clair est REI 120 au niveau rez-de-chaussée,
- le mur vert est REI 120 au 1er étage.



ARTICLE 10 :

En application de l'article VIII.1.1. de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2021 susvisé, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la mise en service de l'installation de nitruration. Les mesures sont effectuées selon la méthode dite d'expertise définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

ARTICLE 11 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SEPALUMIC INDUSTRIES SASU.

ARTICLE 12 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-14 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

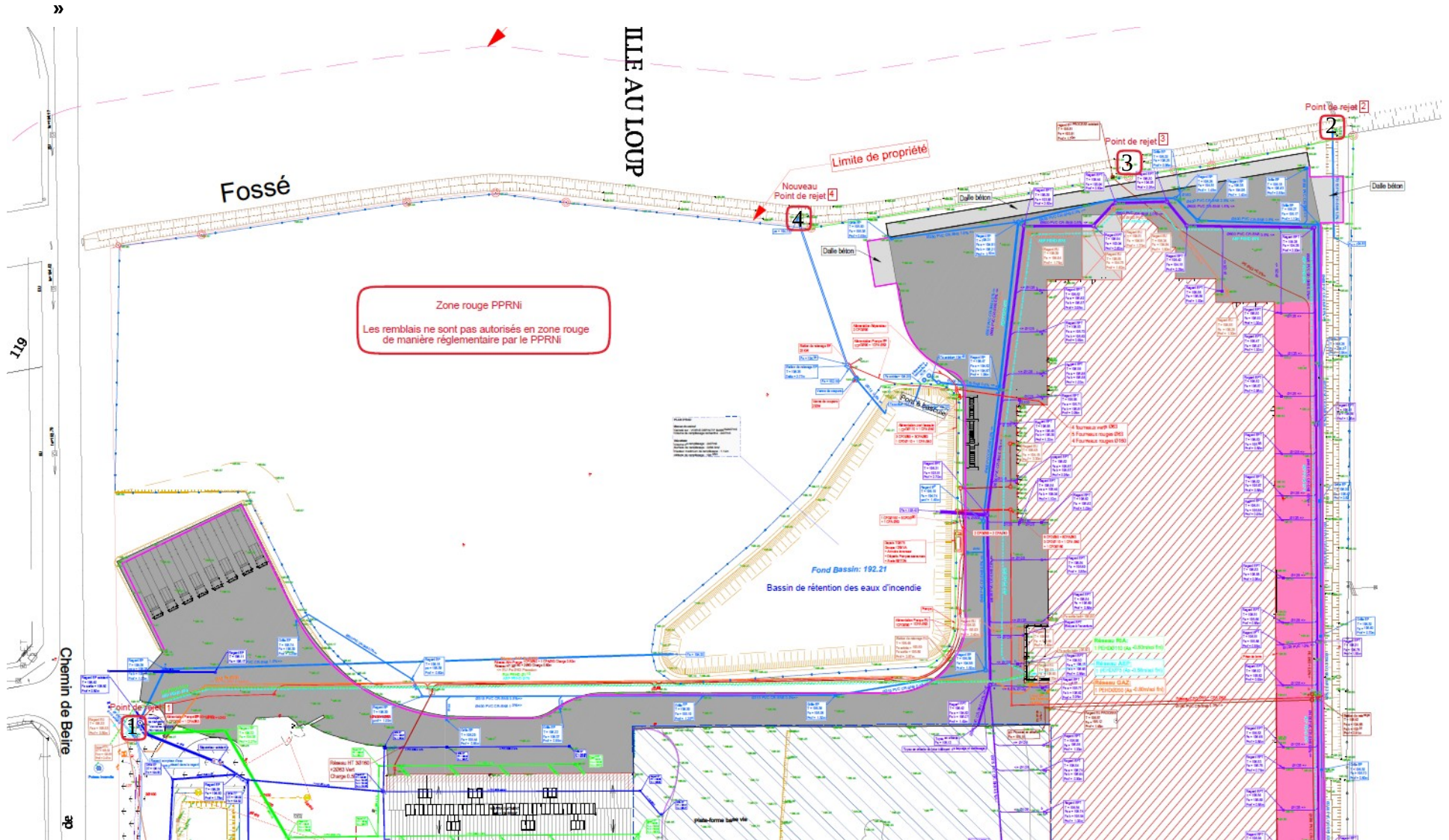
ARTICLE 13 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de la commune de GENLIS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Signé
Denis BRUEL

Annexe 1

« ANNEXE 4 – Localisation des points de rejets aqueux



Annexe 2

« ANNEXE 5 – Localisation des points de rejets atmosphériques »

